



HAL
open science

Recherches géographiques en terrains militants

Laurent Beauguitte

► **To cite this version:**

Laurent Beauguitte. Recherches géographiques en terrains militants. Argoulès Fabrice. Géographies du politique, Atlande, pp.423-427, 2022, 978-2-35030-738-1. hal-03573013

HAL Id: hal-03573013

<https://hal.science/hal-03573013v1>

Submitted on 14 Feb 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

La géographie des mouvements sociaux et la géographie des conflits ont longtemps privilégié et continue à privilégier les mouvements liés à des problématiques fortement spatialisées (projet d'aménagement, occupation, rénovation urbaine et gentrification notamment). Or toute forme d'engagement politique se déroule dans un ensemble de lieux qui forment un réseau d'opportunités et de contraintes pour l'action militante. Qu'il s'agisse de tracter, de coller, d'organiser des réunions et des événements (autorisés ou clandestins), la géographie dispose de tous les outils conceptuels et méthodologiques pour produire de la connaissance sur cet engagement (Pailloux et Ripoll, 2019).

Si le recours à des outils de type ethnographique (observation participante, entretiens, récits de vie) est souvent privilégié, en géographie comme en sociologie, il est également possible de proposer des analyses cartographiques et quantitatives de mouvements sociaux (Bacocchi *et al.*, 2019). Trois aspects liés à la recherche en milieu militant sont ici présentés : les enjeux éthiques de la recherche, les contraintes liées au terrain et enfin la sortie du terrain militant. Si les exemples présentés ici, liés aux recherches menées par l'auteur ces dernières années (Nuit debout, occupation du bois Lejuc à Bure, scènes musicales d'extrême-droite), sont tous à la limite de la désobéissance civile voire de l'illégalité, les principes généraux exposés ici sont transposables à l'étude de formes de militantisme plus institutionnelles.

1. Enquêter en terrain militant : production de connaissance et enjeux éthiques

Produire de la connaissance géographique sur un milieu militant quel qu'il soit suppose *a minima* de comprendre l'univers de référence des personnes enquêtées et de ne pas les mettre en danger. La difficile anonymisation des lieux en géographie peut compromettre cette dernière exigence.

1.1 Comprendre l'univers de référence indigène

Que l'on étudie le fonctionnement d'une zone à défendre ou l'organisation spatiale de réunions d'un parti politique (Combes *et al.*, 2015), il apparaît nécessaire pour pouvoir dialoguer avec les personnes enquêtées et comprendre ce qu'elles expriment de connaître un minimum les ressorts et références du militantisme étudié. Comprendre l'univers de référence des militant.es (auteurs et figures toujours cités ; médias ; mouvements concurrents, etc.) suppose une acculturation lente et minutieuse, notamment lorsque les milieux enquêtés sont difficiles d'accès (mouvements radicaux). Ce processus d'acculturation nécessite de suspendre son jugement personnel pour, idéalement, parvenir à comprendre comment les personnes enquêtées perçoivent le monde social qu'elles aspirent à changer. Cette nécessaire acculturation peut être pénible lorsque le mouvement étudié se situe aux antipodes des principes de la chercheuse ou du chercheur.

1.2 Ne pas mentir, ne pas nuire

L'entrée en terrain militant suppose de se présenter éventuellement comme militant.e – certains terrains sont inaccessibles si on n'accepte pas d'y participer activement – et comme chercheur

ou chercheuse. Ne pas mentir sur son identité est une règle éthique de base permettant de créer une relation de confiance nécessaire au travail de terrain (sur ces aspects très souvent abordés en ethnographie, voir notamment Johnson, 1975). Il y a cependant des moments de la recherche où tout.es les participant.es de l'action militante ne connaissent pas nécessairement la présence du chercheur ou de la chercheuse (manifestation, événement festif par exemple).

Quel que soit le type de militantisme étudié, la règle éthique première consiste à ne pas nuire aux personnes enquêtées. Il est donc important de réfléchir en amont à la façon dont on anonymise ses notes de terrain. Lorsque le terrain est menacé d'interventions policières (voir encadré), il est parfois plus prudent de ne pas prendre de notes du tout et évidemment de n'emporter ni smartphone ni ordinateur.

Encadré : zad et carnet de recherche

Dans sa thèse consacrée en partie à la zad de Notre-Dame-des-Landes, Margot Verdier détaille les précautions prises : « mon journal de terrain ne rendait compte d'aucune réunion d'organisation d'action ou de manifestation et les lieux et les personnes qui y apparaissaient étaient déjà anonymisé-e-s » (p. 57), « J'ai en effet anonymisé tous les noms de lieux, sauf ceux qui remplissent une fonction d'accueil » (p. 58). Elle indique également qu'en cas d'intervention policière, intervention possible à tout moment, « Les options qui m'apparaissaient les meilleures étaient de les enterrer pour pouvoir revenir les chercher plus tard ou de les brûler. » (p. 154). Travaillant sur une zad plus petite et dans une zone où les contrôles de gendarmerie sont quotidiens, j'avais choisi pour ma part de tenir un carnet post-terrain : je griffonnais quelques notes chaque jour, sans jamais mentionner les occupant.es et je tenais un carnet très détaillé, en mentionnant les occupant.es par des initiales fictives, écrit juste après mes séjours sur zone.

1.3 L'impossible anonymisation des lieux

Si l'anonymisation des personnes ne pose pas de problème particulier, anonymiser les lieux, ce qui est très courant en sociologie, paraît plus difficile en géographie. Travailler sur les assemblées de Nuit debout sur l'espace public suppose par exemple de prendre en compte les caractéristiques précises des espaces temporairement occupés : nuisance sonore, possibilité de s'asseoir, de s'abriter, visibilité vis-à-vis des passant.es, etc. (Beauguitte, 2019a). Inversement, il est possible de maintenir un flou relatif lorsqu'on travaille sur des événements clandestins : ce qui importe dans ce cas n'est pas la localisation précise mais les caractéristiques génériques des sites. Les concerts de NSBM (*National socialist black metal*) ont par exemple généralement lieu dans de petits villages situés à une heure de route de la grande ville la plus proche et prennent place dans des salles des fêtes communales louées avec un prétexte fallacieux. Deux options méthodologiques permettent d'assurer la protection des personnes enquêtées : ne pas photographier les personnes et les éléments susceptibles de les identifier (figure 1) ; publier à distance de l'événement ou du mouvement étudié.

Figure 1 : Vigie sud au bois Lejuc (Meuse)



Cette photographie prise à Bure en 2018 respecte un certain nombre de règles éthiques minimales lorsqu'on travaille sur une occupation illégale : ne pas montrer de personnes et ne pas montrer des éléments susceptibles de favoriser l'identification des personnes (voiture, chien, effets personnels). Extrait de Beauguitte, 2019b.

2. Observation, participation et prise de risque

Il est nécessaire d'adapter ses méthodes au type de pratiques militantes étudiées, certaines se prêtent à l'observation, d'autres imposent une participation aux activités en question. Dans tous les cas, il convient de savoir jusqu'où on est prêt à aller sans mettre en danger son intégrité physique et mentale.

2.1 Militantisme traditionnel et observation

Certaines activités militantes se prêtent volontiers à l'observation et c'est le cas notamment des activités militantes ouvertes au public (fêtes, meetings, manifestations). Il est parfois utile de se faire connaître auprès des organisateurs, si l'on souhaite réaliser des entretiens ou obtenir des informations précises sur tel ou tel aspect de l'évènement (budget, sécurité, choix du parcours). Cette prise de contact n'est pas toujours nécessaire et on peut très bien cartographier les stands du village international à la fête de l'Huma sans contacter le PCF.

Lorsque l'on souhaite étudier la géographie de mouvements plus radicaux, la seule observation devient plus délicate à mettre en œuvre. Les personnes investies dans ce type de mouvements

se méfient généralement autant des chercheurs, souvent taxés de « socio-flics », que de la surveillance policière. Une des conditions indispensables pour travailler sur une occupation de type zad est de vivre sur place et de participer aux activités quotidiennes. Étudier les pratiques spatiales des colleuses féministes suppose de participer à ces collages. Assister à un concert clandestin néo-nazi suppose une cooptation explicite et si j'ai pu entrer dans le restaurant breton où avait lieu un concert de rap nationaliste en 2018, c'est uniquement parce que je suis arrivé en voiture avec l'un des artistes programmés.

2.2 Engagement et prise de risque

Qu'il s'agisse d'activités autorisées (manifestation) ou non (occupation, concert clandestin), la recherche de terrain en milieu militant peut mettre en danger l'intégrité physique ou mentale du chercheur ou de la chercheuse. Les manifestations peuvent donner lieu à une répression policière violente et il est difficile d'étudier un mouvement social sans respirer régulièrement des gaz lacrymogènes. Le risque d'intervention policière est présent à tout moment sur les zad et il est important de savoir jusqu'où on souhaite aller dans la prise de risque physique. Travailler sur des milieux militants potentiellement violents peut également présenter des risques ou des situations inconfortables : Gildas Lescop raconte par exemple une fin de soirée après un concert skin apolitique se terminant chez un skin néo-nazi, ce qu'il n'avait pas anticipé et l'a contraint à surveiller un peu plus gestes et paroles (Lescop, 2019). Les risques de harcèlement en ligne peuvent également exister si l'on négocie mal sa sortie de terrain (cf *infra*) ou si les personnes enquêtées se sentent trahies par la production du chercheur ou de la chercheuse.

3. Quitter le terrain, mettre en pause l'engagement et prévoir la restitution

Investir un terrain de recherche peut prendre un certain temps, le quitter est parfois plus rapide. Quelles que soient les modalités de ce départ, il est important de le préparer et d'envisager des formes de restitution auprès des personnes enquêtées.

3.1 Quitter le terrain, volontairement ou non

Il est des objets d'étude plus éphémères que d'autres : un mouvement social ou une occupation peut prendre fin très brutalement et il n'est donc pas toujours possible de préparer sa sortie de terrain. Dans d'autres cas, la perte de contact avec une personne ressource peut compromettre l'accès au terrain. Lorsque le mouvement se poursuit, quitter le terrain est d'autant plus difficile que l'on se sent politiquement proche des enquêtées : les rétributions du militantisme, et notamment les liens amicaux créés, peuvent retarder l'arrêt. Ceci est d'autant plus fréquent que la recherche en sciences sociales tend à désenchanter le social : prendre du recul, de la distance, problématiser ses observations et mettre en forme ses résultats pour les valoriser dans le monde académique peut être vécu comme une forme de trahison vis-à-vis des personnes enquêtées et plus généralement de la cause investie.

3.2 L'indispensable et délicate restitution

Que l'on ait mené ou non des entretiens et afin de ne pas utiliser les personnes enquêtées comme une « matière première », il paraît souhaitable de prévoir une restitution. La parution d'un article scientifique dans une revue à comité de lecture, même si la revue est en accès ouvert, ne peut pas être considérée comme une forme adaptée de restitution, les contraintes éditoriales et

académiques rendant ces articles souvent peu compréhensibles aux personnes enquêtées (vocabulaire disciplinaire spécialisé, multiplication des références). Des formes d'écriture plus souples type carnets de recherche paraissent un moyen plus pertinent pour restituer ses résultats. Lorsque le terrain est toujours accessible (parti politique, syndicat), proposer une réunion ouverte aux personnes enquêtées peut également constituer une solution adaptée. Il est des cas où la restitution est plus difficile du fait de l'anonymat des militant.es, de leur *turn-over* important et enfin et surtout de la disparition souvent brutale du terrain suite à une évacuation par les forces de l'ordre (zad, squats politiques).

Conclusion

Comme toute activité sociale, le militantisme peut être étudié par la géographie, que ce militantisme soit ou non lié à un objet localisé. Protéger les personnes enquêtées, quelle que soit sa proximité idéologique avec elles, est un impératif éthique, tout comme la restitution des résultats de la recherche à ces personnes. Si la forme du militantisme peut contraindre les choix méthodologiques, il est fréquent que les résultats déçoivent les militant.es. Critique, argumentée, appuyée sur des bases conceptuelles et méthodologiques solides, la littérature académique ne peut servir d'outil de lutte car ce n'est pas son rôle. Elle peut cependant permettre de documenter ces luttes et contribuer ainsi à nourrir une mémoire militante.

Références

- Bacocchi S., Beauguitte L., Blavier P., Lambert N., 2019, « Documenting the Diffusion of the 2016 French Nuit Debout: Social and Behavioural Sciences », *Research Data Journal for the Humanities and Social Sciences*, 4(1), pp. 55-64, https://brill.com/view/journals/rdj/4/1/article-p55_55.xml.
- Beauguitte L., 2019a, « (Re) politiser l'espace public. Les Nuits debout de quartier du Nord-est parisien (2016-2017) », *Carnets de géographes*, 12, <https://journals.openedition.org/cdg/4745>.
- Beauguitte L., 2019b, « Le Bois Lejuc occupé : éléments sur le fonctionnement d'une petite zad en Meuse (2016-2018) », *L'Espace Politique*, 37, <https://journals.openedition.org/espacepolitique/6393>.
- Combes H., Garibay D., Goirand C. (dir.), 2016, *Les lieux de la colère. Occuper l'espace pour contester, de Madrid à Sanaa*, Paris, Karthala.
- Lescop G., 2019, « Le double je ». In *Underground ! Chroniques de recherche en terres punk*, Paris, Riveneuve, pp. 63-101.
- Johnson J. M., 1975, *Doing Field Research*, New York, The Free Press.
- Pailloux A.-L., Ripoll F., 2019, « Géographie (s) des mobilisations. Explorer la dimension spatiale de l'action collective », *Carnets de géographes*, 12, <https://journals.openedition.org/cdg/5142>.
- Verdier M., 2018, *La perspective de l'autonomie. La critique radicale de la représentation et la formation du commun dans l'expérience de l'occupation de la ZAD de Notre-Dame-des-Landes*, Thèse de Sociologie, Université Paris Nanterre.